

Pamoja kwa **ajili ya**
Amani
ensemble pour la paix



balobaki
FACT-CHECKING

SEMAINE DU 7 NOVEMBRE 2025



Pamoja kwa
Amani
ensemble pour la paix



Rien ne prouve que des parlementaires congolais reçoivent un salaire provenant du Rwanda

Une vidéo partagée dans plusieurs groupes WhatsApp dans l'Est de la République démocratique du Congo prétend révéler l'information selon laquelle les parlementaires du Kivu toucheraient un salaire en provenance du Rwanda, un acte présenté comme une « haute trahison ». En réalité, les parlementaires congolais sont payés par l'Etat congolais, conformément à la Constitution de la RDC (articles 171 à 175), qui organise la répartition des recettes nationales et prévoit que le budget de l'État finance les dépenses des institutions, y compris les salaires des élus.

En deux lignes : selon la loi congolaise, les parlementaires sont rémunérés par l'État congolais à partir du budget du trésor public. La Constitution prévoit que ces salaires font partie des dépenses des institutions financées par les recettes nationales.

Ce message circule dans un contexte de tensions entre la RDC et le Rwanda. Kigali est pointé du doigt par un rapport du groupe d'experts des Nations Unies ainsi que le gouvernement congolais comme un soutien des rebelles du M23, actifs dans l'Est du pays, une accusation que le Rwanda rejette systématiquement.

CITATION

« Les autorités politico-militaires de l'espace Kivu ont un salaire qui provient du Rwanda. »

LES FAITS

Nous avons effectué une recherche sur Google à partir des mots clés « salaires des parlementaires congolais » afin de savoir comment ils sont rémunérés. La constitution indique que [ces salaires](#) sont pris en charge par l'État congolais et inscrits dans [la loi des finances](#).

Dans le cadre de notre vérification, nous avons contacté Mumbere Mukweso Remy, député national élu de Butembo et membre de la Commission économique et financière de l'Assemblée nationale, l'une des deux chambres du Parlement congolais. Il a qualifié ces affirmations de diffamatoires : « C'est complètement farfelu ! C'est inconcevable que le Rwanda rémunère des parlementaires congolais », nous a-t-il répondu.

Nous avons également consulté un juriste congolais pour mieux comprendre la rémunération des fonctionnaires de l'État en RDC. Selon Maître Kasereka Sekera, les agents et cadres de l'administration bénéficient d'une répartition des ressources du pays prévue par la constitution, à son article 58. Il met en garde contre la propagation de messages haineux, estimant qu'ils menacent l'unité sociale et la coexistence harmonieuse. Les parlementaires congolais sont payés par l'État congolais, c'est-à-dire par le trésor public, conformément à la Constitution de la RDC (articles 171 à 175). Ces articles organisent la répartition des recettes nationales et prévoient que le budget de l'État finance les dépenses des institutions, y compris les salaires des élus.

SEMAINE DU 7 NOVEMBRE 2025



Cette vidéo montre des miliciens Codeco extorquer de l'argent à la population et non les forces armées de la RDC

Depuis le 29 septembre, une vidéo diffusée sur le réseau social X prétend montrer des militaires des FARDC dépouillant des civils dans l'Est de la République démocratique du Congo (RDC). Après vérification, l'homme armé visible dans la séquence n'appartient pas aux forces armées de la RDC. Il s'agit en réalité d'un milicien de la Codeco, actif dans la région de l'Ituri.

En deux lignes : Il ne s'agit pas des forces armées congolaises . La vidéo montre des miliciens Codeco en train d'intimider la population sur la route nationale 27, entre Fataki et Dhera, dans le territoire de Djugu, en province de l'Ituri.

La province de l'Ituri est confrontée à une [insécurité persistante due aux attaques répétées de la milice CODECO](#), causant des morts parmi les civils. Les forces armées de la République démocratique du Congo (Fardc) intensifient leurs efforts pour [sécuriser les routes](#) et protéger les populations. Malgré ces interventions, la situation demeure préoccupante et fragile.

[Cette publication](#) du 29 août 2025 a enregistré 5,2k vues au 16 septembre 2025.

CITATION

« Voilà ce que font les FARDC dans l'Est de la RDC ».

LES FAITS

Dans la vidéo, on entend des voix off en langues nationales supplier la personne armée : « Maître, nous n'avons pas d'argent... nous venons d'être pillés ».

La vidéo attribuée aux forces armées de la RDC a déjà circulé dans plusieurs groupes WhatsApp en Ituri, où elle a été identifiée comme un acte commis par la milice Codeco.

Contacté par téléphone par Balobaki Check, Justin Gudza Kiza, chef de secteur de Walendu-Djatsi, a confirmé l'information, précisant qu'il s'agissait d'éléments de la Codeco actifs dans la zone. Il ajoute que, quelques jours après l'attaque, les auteurs ont été arrêtés et remis aux services de sécurité.

Une recherche d'image inversée sur Google, réalisée à partir d'une capture d'écran de la vidéo, a également permis de retrouver une [publication](#) confirmant que l'événement s'était déroulé en Ituri.

Pamoja kwa
Amani
ensemble pour la paix



Funded by
the European Union

Internews
Europe

SEMAINE DU 7 NOVEMBRE 2025

Pamoja kwa **Amani**
ensemble pour la paix



Non, cette image ne montre pas l'arrestation de deux mercenaires colombiens à Uvira : elle provient d'Ukraine et circulait déjà en ligne depuis 2023

Une photo largement partagée sur le réseau social Facebook en République démocratique du Congo prétend montrer deux mercenaires colombiens arrêtés à Uvira dans l'Est de la RDC par le groupe rebelle du M23. Après vérification, aucune preuve ne confirme cette arrestation. L'image provient en réalité d'Ukraine et circule en ligne depuis 2023. Elle montre des mercenaires colombiens engagés aux côtés de l'armée ukrainienne.

En deux lignes : Il n'existe aucune preuve de l'arrestation présumée de deux mercenaires colombiens dans l'Est de la RDC. La photo diffusée provient en réalité d'Ukraine.

Depuis janvier 2025, plusieurs territoires de l'Est de la RDC, notamment les grandes villes de [Goma](#) et [Bukavu](#), sont passés sous le contrôle du mouvement rebelle AFC-M23. La ville d'Uvira, dans la province du Sud-Kivu, est à son tour menacée par cette rébellion. C'est dans ce contexte qu'a circulé cette publication, accompagnée d'une photo, affirmant l'arrestation de deux mercenaires colombiens à Uvira.

Cette photo a été partagée sur le réseau social Facebook, [ici](#), et [ici](#).

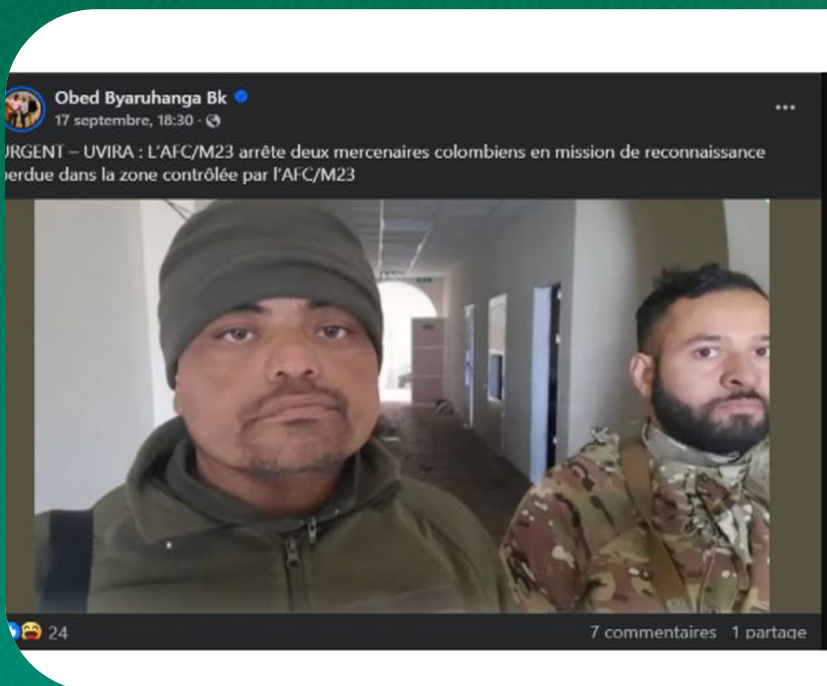
CITATION

« URGENT – UVIRA : L'AFC/M23 arrête deux mercenaires colombiens en mission de reconnaissance perdue dans la zone contrôlée par l'AFC/M23. »

LES FAITS

Nous avons consulté les dernières publications sur [X du compte de l'AFC-M23](#), où le mouvement communique habituellement sur les informations importantes. Aucune mention de cette annonce n'y figure.

Une recherche inversée d'image sur Google nous ramène deux ans en arrière. La photo publiée par des internautes congolais sur Facebook, présentée comme celle de l'arrestation de deux mercenaires colombiens à Uvira, provient en réalité d'Ukraine. Les deux hommes visibles sur le cliché sont effectivement des [mercenaires colombiens intégrés à l'armée ukrainienne](#) pour combattre les forces russes, selon [Radio France](#). L'image, prise dans une base de , circule en ligne depuis 2023. Elle est donc hors contexte et n'a aucun lien avec la RDC.



Pamoja kwa **Amani**
ensemble pour la paix

balobaki
FACT-CHECKING

Funded by
the European Union

Internews
Europe

SEMAINE DU 7 NOVEMBRE 2025

Pamoja kwa
Amani
ensemble pour la paix



Pamoja kwa
Amani
ensemble pour la paix



Non, Justin Bitakwira n'a pas lié le sort d'Uvira à celui de Vital Kamerhe

En deux lignes: Justin Bitakwira n'a pas tenu les propos qui lui sont attribués sur la chute de Vital Kamerhe et d'Uvira. Dans sa dernière intervention publique, il n'en a fait aucune mention

Sur les réseaux sociaux Facebook et X, des internautes attribuent au député national Justin Bitakwira des propos affirmant que « si Vital Kamerhe tombe, Uvira aussi va tomber ». Toutefois, dans ses dernières interventions médiatiques, l'élus d'Uvira n'a pas tenu ces propos.

Le 15 septembre 2025, des députés ont recueilli une majorité de signatures en faveur d'une pétition réclamant le départ de plusieurs membres du bureau de l'Assemblée nationale. Parmi les personnes visées figure Vital Kamerhe, président de l'Assemblée Nationale. C'est dans ce contexte que cette publication est intervenue.

Pourquoi cette information est dangereuse ?

Ce discours est alarmant, car il lie le sort d'une ville entière à une seule figure politique. Cette affirmation, qui n'est étayée par aucune preuve, peut être perçue comme une menace voilée et alimenter les rumeurs et la méfiance au sein de la communauté. Elle risque d'exacerber les tensions communautaires déjà fragiles à Uvira. Elle peut également inciter des réactions violentes chez les partisans qui croient que leur territoire est en jeu.

[Cette publication](#) du 18 septembre a obtenu, en moins de 24h, 1122 j'aime, 387 commentaires et 7 partages.

CITATION

« Si Kamhere tombe, Uvira aussi va tomber »

LES FAITS

Nous avons recherché l'intégralité de cette vidéo, devenue virale sur les réseaux sociaux, afin de vérifier si Justin Bitakwira avait réellement tenu ces propos. Sur la barre de recherche de X, nous avons saisi son nom et trouvé la vidéo complète sur [ce compte](#). Celle-ci a été enregistrée après la plénière du mercredi 17 septembre. Dans cette séquence, l'élus d'Uvira exprime son intention de briguer la présidence de l'Assemblée nationale.

« Qui remplacerait Vital Kamerhe à part Bitakwira ? Qui ? Aujourd'hui, si Uvira tombe, que deviendra la République démocratique du Congo ? Les rebelles seront à Kolwezi dans 24 heures, dans moins de 72 heures », a-t-il déclaré.

A aucun moment, dans cette vidéo, il n'affirme que « si Vital Kamerhe tombe, Uvira aussi va tomber ». Ces propos lui sont donc faussement attribués.



DES
SOLUTIONS
INNOVANTES SUR
WHATSAPP
POUR LUTTER CONTRE
LES DISCOURS DE HAINE
ET LA DÉSINFORMATION
DANS L'EST
DE LA RD CONGO



Pamoja kwa ajili ya
Amani
ensemble pour la paix

Ces articles de vérification des faits sont rédigés dans le cadre du projet :
« **Balobaki Check : des solutions innovantes sur WhatsApp pour lutter contre les discours de haine et la désinformation dans l'est de la RD Congo**
avec le soutien technique d'Internews et le soutien financier de l'Union européenne.

Son contenu relève de la seule responsabilité de BALOBAKI CHECK et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant la position d'internews et de l'Union européenne.



balobakichack@gmail.com, redaction@balobakichack.com



BALOBAKI CHECK



+243 859167887



www.balobakichack.com



Funded by
the European Union



Internews
Europe